note d'
information
06.17
MAI

www.education.gouv.fr/stateval

Les enseignants des écoles publiques et la formation

Les professeurs des écoles ont un profil de bon élève. Critiques sur la formation reçue en IUFM qu'ils jugent insuffisante du point de vue de la pratique professionnelle, ils reconnaissent pourtant qu'elle ne peut préparer à gérer toutes les situations mais pourrait pallier certains problèmes. S'ils souhaitent des formations avant même le concours, seulement trois sur dix participent à des stages de formation continue dont le principal apport est, à leurs yeux, un échange de pratiques. « Choisi » pour le contact avec les enfants, leur métier n'est pas à l'abri d'un sentiment de non-reconnaissance qui génère un malaise. Une formation davantage orientée vers la pratique et un plus grand soutien de la communauté éducative seraient à leurs yeux de nature à atténuer ce sentiment de malaise.

La quasi-totalité des enseignants du premier degré enseigne dans une seule école (97 %) et trois sur dix dans une école maternelle. Si la féminisation est très affirmée en élémentaire (76 %), elle l'est encore davantage en maternelle (plus de 94 %). Les hommes sont plus présents en élémentaire, où ils représentent un quart des enseignants et se concentrent plus particulièrement aux niveaux CM1 et CM2.

La mobilité des enseignants du premier degré est importante puisque seulement 20 % déclarent être dans leur école depuis dix ans ou plus.

Directeur, une fonction qui attire plutôt les hommes

Si seulement 8 % des enseignants exercent des responsabilités autres que celles d'enseignant au sein du système éducatif du premier degré (maître-formateur, chargé de mission départemental, conseiller pédagogique ou animateur informatique), près de un sur cinq assure une fonction de directeur. Les hommes sont proportionnellement deux fois plus nombreux que les femmes à être directeurs (34 % contre 19 %), ainsi que les enseignants âgés de 49 ans et plus (trois sur dix) et ceux qui exercent en milieu rural.

Au regard des règles de fonctionnement du régime de décharge fixé par circulaire et attribué en fonction du nombre de classes dans l'école, on constate que 45 % des directeurs d'école n'ont pas de décharge (trois sur quatre en milieu rural et un sur trois en centre ville et banlieue), 35 % ont un quart, 11 % une demi et 9 % une décharge totale. L'attribution de décharges dépend aussi des politiques départementales.

Des enseignants le plus souvent issus de l'Université

Le niveau des diplômes obtenus par les enseignants du premier degré ne varie guère par rapport à 2004 ; 25 % déclarent posséder le bac, 18 % un diplôme de niveau bac + 2, 40 % une licence et 16 % un diplôme supérieur à bac + 3. Avec le départ en retraite des enseignants moins diplômés que les plus jeunes, la proportion des diplômés à bac + 3 et plus augmente encore : 56 % contre 51 % en 2004. La totalité des moins de 32 ans possède au moins la licence, diplôme requis pour passer le concours de recrutement de professeurs des écoles (CRPE), voire une maîtrise pour 16 % d'entre eux. Comme en 2004, les jeunes enseignants sont un peu plus nombreux que leurs aînés (41 % contre 21 %) à déclarer avoir hésité entre le premier et le second degré. *« Le désir de s'occuper de jeunes enfants »* a pesé fortement dans leur choix du premier degré (38 %), plus fortement pour ces jeunes enseignants (41 %) et les femmes (30 %), avant l'attrait de la polyvalence des disciplines à enseigner (22 %).

ministère
éducation
nationale
enseignement
supérieur
recherche

Interrogés sur leurs études post-baccalauréat, les trois quarts des enseignants du premier degré déclarent avoir suivi la filière universitaire, dont 46 % dans les disciplines littéraires, 16 % scientifiques, 9 % économique et droit et 4 % dans les autres filières (médecine, STAPS, etc.). Cette répartition est proche de celle des reçus au concours externe du CRPE en 2004[1].

Les autres s'étaient engagés dans les filières BTS-DUT (6 %), les écoles d'ingénieurs ou de commerce (2 %), les écoles normales d'instituteurs pour les plus anciens et dans d'autres filières débouchant sur des diplômes d'infirmière, d'orthophoniste, d'éducateur ou d'architecte (11 %).

Interrogés sur l'adéquation entre la formation universitaire reçue et le concours d'enseignement, une nette majorité d'enseignants (69 %) sont d'avis qu'elle n'existe pas vraiment.

Un profil de bon élève souvent lauréat du bac scientifique

L'enquête confirme le passé scolaire de bon élève de la plupart des enseignants : 18 % déclarent avoir été de très bons élèves et 54 % de bons élèves. On ne peut guère suspecter les enseignants les plus âgés d'avoir « reconstruit » de façon positive leur passé scolaire car leur perception varie peu suivant l'âge.

En revanche, si l'on considère la mesure des redoublements comme un indicateur objectif d'excellence scolaire, on constate que les enseignants les plus âgés ont beaucoup plus redoublé que les jeunes (48 % parmi les 49 ans et plus contre 21 % pour les moins de 32 ans). Cela illustre pour partie la baisse tendancielle des redoublements depuis le milieu des années 80.

Interrogés sur la série de baccalauréat obtenu, 34 % des enseignants se déclarent titulaires d'un baccalauréat de la série L, 42 % de la série S, 19 % de la série ES et 4 % d'un baccalauréat technologique. Toutes générations confondues, on constate une surreprésentation des littéraires parmi les enseignants. Mais le poids des différents baccalauréats généraux tend à évoluer au fil des générations, de manière encore plus nette chez les enseignants que pour l'ensemble des bacheliers. Parmi les professeurs des écoles de moins de 32 ans, le poids des bacheliers S est important (47 %), proche de ce qui est observé pour les bacheliers des années 1995 et suivantes, et devient maintenant très supérieur au poids des littéraires (26 %).

Comme beaucoup de bons élèves, les enseignants ont souvent choisi au lycée la série S sans s'engager par la suite dans des études scientifiques, mais pour d'autres raisons comme *« le souci de se garder le plus longtemps possible des portes ouvertes »*. Les nombreux enseignants titulaires du baccalauréat S se sont, en moyenne, encore moins orientés que les autres bacheliers de cette série vers des filières scientifiques universitaires, qui connaissent depuis une dizaine d'années une certaine désaffection[2].

La mention au baccalauréat fournit également un indicateur de l'excellence scolaire. Quel que soit leur âge, il apparaît qu'un tiers des enseignants a obtenu une mention assez bien, et 9 % une mention bien, proportions nettement supérieures à la moyenne des candidats au bac général. Ainsi, à la session 1967, 27 % des candidats avaient obtenu une mention assez bien et 4,4 % une mention bien contre, respectivement, 19,6 et 4,8 % à la session 1989.

L'élévation de l'origine sociale des jeunes professeurs des écoles par rapport à celle des plus âgés se confirme encore dans cette enquête : plus d'un quart des pères des plus jeunes sont ou étaient cadres supérieurs contre 16 % pour les plus âgés. La présence d'enseignants dans la famille se confirme car les mères des jeunes sont plus souvent enseignantes que celles des plus âgés (17 % contre 7 %). Elles sont également plus souvent employées (37 % contre 15 %) et témoignent du développement du travail féminin.

Mode d'accès majoritaire au corps : le concours externe

La majorité des enseignants du premier degré appartient au corps de professeur des écoles (84 %). Pour ceux qui sont encore instituteurs, les trois quarts le sont devenus par concours externe. Pour les professeurs des écoles, le mode de recrutement a été majoritairement le concours externe (un sur deux) puis la liste d'aptitude (pour un sur trois) et enfin le concours interne (un peu moins de un sur huit).

72 % des professeurs des écoles qui ont passé le concours externe l'ont préparé dans un IUFM, plus souvent ceux qui ont entre cinq et dix ans d'ancienneté (74 %) que ceux qui ont moins de cinq ans d'ancienneté (65 %) tandis que 16 % l'ont préparé par le CNED et 9 % tout seuls. La répartition est inverse pour ceux qui l'ont passé en interne : 14 % l'ont préparé dans des stages de formation continue et 69 % seuls, surtout les enseignants ayant plus de quinze ans d'ancienneté.

Interrogés sur la qualité de la préparation aux concours, un peu plus de la moitié des enseignants se déclarent satisfaits, que ce soit pour le concours externe (9 % jugeant la préparation très bonne, et 44 % bonne) ou pour le concours interne (très bonne pour 19 % et bonne pour 37 %).

Des avis partagés sur le concours de recrutement

Interrogés sur le programme du concours de recrutement des professeurs des écoles (CRPE), les enseignants du premier degré émettent des avis plutôt partagés. En effet, si une majorité (57 %) estime que *« les connaissances et compétences à acquérir sont en phase avec le métier »*, 41 % sont d'un avis inverse. De même, si 43 % trouvent que les programmes *« sont trop axés sur des connaissances universitaires de niveau élevé »*, un enseignant sur deux estime qu'ils *« sont inadaptés à l'enseignement et ne permettent pas une bonne maîtrise des savoirs à transmettre »*, et plus de sept sur dix adressent au concours de recrutement le reproche de ne pas évaluer *« les connaissances et compétences sur la pratique de l'enseignement »*.

Une formation en IUFM assez sévèrement jugée

Qu'ils aient ou non préparé le concours de recrutement de professeurs des écoles en première année d'IUFM, c'est sur la formation obligatoire suivie en deuxième année après obtention du concours que les enseignants sont interrogés. Ainsi, les trois quarts des professeurs des écoles la

1. « Concours de recrutement de professeurs des écoles. Session 2004 », *Note d'information* 05.17, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective, mai 2005.
2. « Les bacheliers S : motivations et choix d'orientation après le baccalauréat », *Note d'information* 05.15, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective, avril 2005.

qualifient d'insuffisante ou très insuffisante. Ils mettent en avant un manque de *« conseils pour gérer les situations difficiles »* (violence, handicap, port du voile) (58 %) et *« d'échanges avec les enseignants en poste (55 %) »*. 35 % trouvent qu'il n'y a pas assez d'analyses de pratique professionnelle, 34 % que les stages en responsabilité ne sont pas assez longs et 23 % que les notions sur la psychologie de l'enfant ne sont pas assez abordées.

Un enseignant sur quatre n'a pas eu de préparation de stages. Lorsqu'ils en ont eu, les professeurs des écoles se déclarent relativement peu satisfaits de la préparation et de l'exploitation des stages (respectivement 31 % et 29 %).

La connaissance des comptes rendus de stages rédigés par les formateurs après chaque stage a concerné sept professeurs des écoles sur dix. Quand ils en ont eu connaissance, 84 % témoignent de leur utilité pour *« corriger leurs erreurs »*, *« obtenir des conseils pratiques d'enseignants plus expérimentés »* et ainsi *« avoir plus confiance en leurs capacités »*.

Un regard « pragmatique » sur les formations utiles dans la pratique professionnelle au quotidien

À la sortie de l'IUFM, seulement quatre enseignants sur dix disent avoir été informés de la possibilité de compléter leur formation initiale par de la formation continue. Parmi eux, un peu plus de un sur deux a demandé à suivre une formation destinée à compléter ses connaissances et les trois quarts l'ont obtenue. Les enseignants en ZEP sont six sur dix à l'avoir demandée, et près de neuf sur dix à l'avoir obtenue.

L'enquête entendait avant tout analyser le regard que les enseignants portaient sur les domaines proposés en formation initiale dans les IUFM, classés suivant leur degré d'utilité et en premier lieu avec la gestion quotidienne de la classe.

Parmi ces formations initiales, les enseignants ont considéré comme les plus utiles dans la pratique au quotidien *« la conduite de la classe »* (42 %), *« apprendre à lire »* (le plus utile pour 38 %), particulièrement ceux de ZEP : 42 %), *« la construction d'une situation d'apprentissage »* (21 %), *« les savoirs disciplinaires »* (17 %) et enfin *« la responsabilité de l'enseignant »* (8 %).

Dans une seconde liste de formations proposées, *« la maîtrise de la langue française »* est jugée comme la plus utile pour la pratique professionnelle au quotidien par près d'un enseignant sur deux, *« la prise en compte de la diversité des élèves »* par plus d'un sur trois, *« l'utilisation des ressources et de la documentation »* par un sur sept et *« l'analyse des pratiques professionnelles »* par un sur dix.

La culture professionnelle, une priorité différente suivant les contextes d'école

En ce qui concerne l'utilité des formations pour la culture professionnelle, le classement opéré par les enseignants traduit à la fois leur souhait d'approfondir des connaissances liées à leur public scolaire et l'enseignement qui lui est dévolu. Les *« connaissances en sciences humaines »* sont créditées du plus fort capital d'utilité par 34 % des enseignants, *« apprendre à lire »* par 30 %, *« la conduite de la classe »* par 26 % et *« les savoirs disciplinaires »* par 24 %. Le classement propre aux enseignants de ZEP révèle une approche encore plus pragmatique puisque *« les savoirs disciplinaires »* et *« apprendre à lire »* leur apparaissent plus utiles (respectivement 32 % et 29 %, contre 22 % et 12 % hors ZEP) que *« les connaissances en sciences humaines »* (27 % contre 35 % hors ZEP).

Dans une seconde liste de formations à classer selon leur utilité pour la culture professionnelle, là encore le classement des enseignants révèle leur pragmatisme généré par les difficultés quotidiennes comme *« la maîtrise de la langue française »* formation jugée la plus utile par 36 % des enseignants et *« l'utilisation des ressources et de la documentation »* par 24 %.

Sensibilisés à des contextes d'école un peu différents, les enseignants de ZEP créditent *« la prise en compte de la diversité des élèves »* du plus fort degré d'utilité (31 % contre 26 % hors ZEP) ainsi que *« les apports de la recherche »* (24 % contre 19 % hors ZEP).

Des formations à la carte au bon moment

Les enseignants ont des besoins de formation qui dépendent de la période de leur cursus professionnel.

Ainsi, avant le concours d'enseignement, il semblerait extrêmement utile à 48 % des enseignants de suivre une formation sur *« la psychologie de l'enfant »*, formation qui devance *« la connaissance des différents cycles et degrés de l'enseignement »* (39 %), *« la difficulté scolaire »* (20 %) et *« la connaissance de la diversité des publics scolaires »* (15 %), ce qui semble pointer les lacunes qu'ils ont pu ressentir au moment de passer le concours, ou de s'engager véritablement dans l'exercice de leur métier.

Pour le début de carrière, ce sont des formations plus *« utilitaires »* comme *« la psychologie de l'enfant »* (34 %), *« la difficulté scolaire »* (31 %), *« la connaissance des différents cycles et degrés de l'enseignement »* (29 %), *« la pose de la voix et l'attitude corporelle dans la classe »* (28 %), *« l'évaluation »* (25 %), qui sont jugées les plus utiles et aussi fortement citées, et peuvent rappeler aux enseignants les difficultés qu'ils ont eues à surmonter lors de leurs premières années de vie professionnelle.

En cours de carrière, les enseignants désignent comme les plus utiles des formations récurrentes comme *« l'évaluation »* (31 %), *« la difficulté scolaire »* (30 %), et encore *« la psychologie de l'enfant »* (29 %). D'autres formations émergent, sans doute révélatrices de problèmes ou de sensibilisations particulières allant de pair avec l'expérience professionnelle, comme *« l'école face à l'illettrisme »* (35 % en ZEP et 22 % ailleurs), *« la remédiation »* (16 %) ou *« la prévention de la maltraitance »* jugée très utile par seulement 10 % des enseignants hors ZEP mais par 20 % en ZEP.

Des difficultés récurrentes à enseigner l'histoire, la géographie et l'informatique

Selon leurs dires, presque un enseignant sur cinq a choisi le premier degré pour la multiplicité des disciplines. Cette attirance proclamée pour la polyvalence peut néanmoins être source de difficultés. Régulièrement, les enseignants sont interrogés sur le niveau de difficulté qu'ils peuvent éprouver à enseigner telle ou telle matière. Ainsi plus d'un sur deux déclare n'éprouver aucune difficulté en français,

mathématiques, éducation civique et EPS. En revanche, 36 % déclarent en éprouver beaucoup à enseigner les langues vivantes, 34 % l'informatique et 20 % l'éducation musicale.

On pourrait penser qu'en informatique la difficulté d'enseigner croît avec l'âge. Ce n'est pas avéré puisque 51 % des jeunes sont dans ce cas contre 53 % des plus âgés.

C'est dans l'enseignement des langues vivantes que les jeunes enseignants sont le plus à l'aise, avec un progrès significatif depuis 1994 puisqu'ils étaient 40 % à éprouver des difficultés et 80 % à ne pas les enseigner, contre respectivement 23 % et 57 % en 2005 *(graphiques 1 et 2)*.

En revanche, la proportion de jeunes enseignants qui éprouvent beaucoup de difficultés se maintient en informatique ou en histoire-géographie : respectivement 50 % et 15 % en 1994, pour 51 % et 16 % en 2005.

En ce qui concerne le non-enseignement de certaines matières, il s'agit la plupart du temps d'échanges de service entre enseignants ou de remplacements de charge de direction ou d'enseignants en maternelle qui ne sont pas concernés par les matières proprement dites.

Les enseignants qui éprouvent des difficultés à enseigner certaines matières sont souvent convaincus que la formation initiale était tout à fait insuffisante, en informatique (70 %) et langues vivantes (66 %) plus qu'en éducation civique (45 %), français (37 %) ou sciences et technologie (35 %). Une majorité pense que des actions spécifiques en formation continue pourraient atténuer leurs difficultés.

Plusieurs supports utilisés pour se remettre à niveau

Partagés sur l'apport de leurs formations universitaire et pédagogique initiales, les enseignants ressentent, pour l'enseignement au quotidien, le besoin de compléter ou renouveler leurs connaissances.

Par le côté « profession libérale » du métier d'enseignant et leur rapport familier et « complice » de l'écrit on ne s'étonnera pas que les enseignants plébiscitent avant tout l'auto-formation (88 %), le livre et les documents spécialisés (96 %) et ceci sans clivage d'âge.

Face aux difficultés rencontrées pour enseigner l'informatique, les jeunes enseignants utilisent plus fréquemment les logiciels disciplinaires que leurs aînés qui suivent davantage les stages de la formation continue.

Plus de poids à la formation continue à condition qu'elle se déroule pendant le temps de service

Si l'immense majorité des enseignants (90 %) est convaincue de l'importance de la formation continue et du caractère obligatoire qu'elle devrait revêtir (pour 85 %), ils sont peu nombreux (9 %) à se porter volontaires pour effectuer leurs stages en dehors de leur temps de service.

Les trois quarts pensent néanmoins que la formation continue devrait être prise en compte dans la gestion de la carrière, et presque tous souhaitent être davantage associés à l'élaboration du plan de formation départemental, qu'ils sont très nombreux (84 %) à consulter chaque année.

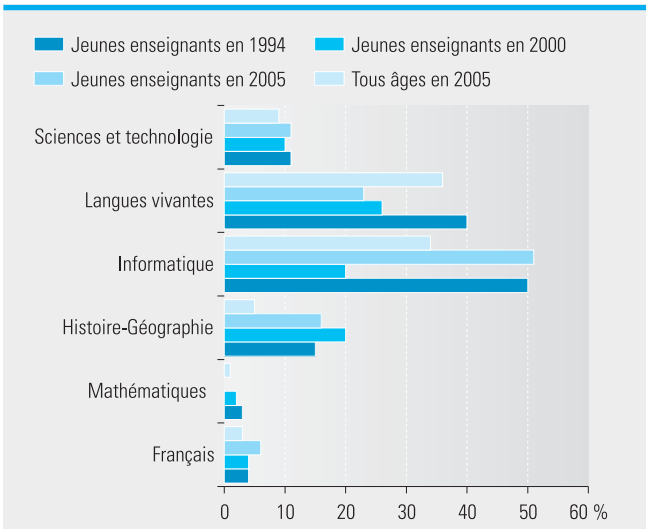
Si trois enseignants sur dix ont demandé à participer à une formation pour 2005-2006, plus de la moitié ont participé à un stage de formation continue au cours des trois dernières années scolaires. Quand ils renoncent à un stage, les enseignants invoquent des raisons personnelles (55 %), le manque d'utilité (11 %) et la distance géographique (7 %). Les motifs liés à l'organisation du travail sont peu fréquents (conseil d'école 4 %, absence de remplaçant 5 %). Le principal apport des stages est, à leurs yeux, d'échanger sur les pratiques professionnelles.

Majoritairement satisfaits malgré un métier difficile

L'expression de la satisfaction professionnelle au regard de l'exercice du métier ne faiblit pas : 89 % en 2005, contre 90 % en 2000 et 2004, et 88 % en 2001. La part des enseignants très satisfaits baisse cependant, de 29 % en 2000 à 23 % en 2005. Ces enseignants sont plutôt des hommes (26 % de très satisfaits contre 22 % de femmes), des enseignants de ZEP (29 % contre 21 % hors ZEP), des enseignants formés à l'IUFM après avoir enseigné (28 % contre 20 % formés à l'IUFM juste après le concours), des enseignants débutants ou en fin de carrière (27 % contre 18 % en milieu de carrière).

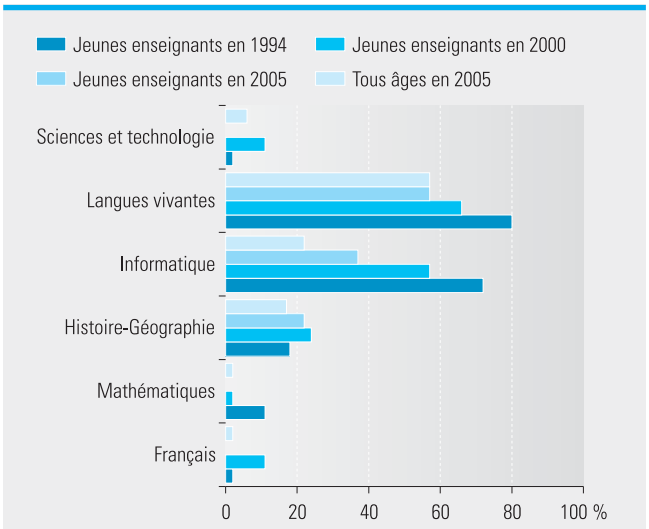
Interrogés sur la perception de la difficulté dans l'exercice du métier, la proportion

Graphique 1 – Proportions d'enseignants éprouvant beaucoup de difficultés : de fortes différences selon la matière enseignée



Source : interrogations d'enseignants du premier degré en 1994, 2000, 2004 et 2005

Graphique 2 – Proportions d'enseignants qui n'enseignent pas une matière



Source : interrogations d'enseignants du premier degré en 1994, 2000, 2004 et 2005

d'enseignants qui le trouvent de moins en moins difficile progresse (13 %, contre 9 % en 2004), alors que diminue la proportion de ceux qui partagent le sentiment inverse (48 % contre 53 % en 2004).

Il est délicat de se prononcer sur un changement de tendance, dans la mesure où les interrogations de 2004 avaient eu lieu en fin d'année scolaire (mai-juin), période à laquelle les enseignants manifestent une plus grande fatigue qu'en début d'année, date de l'enquête de 2005 (octobre).

Il existe un lien fort entre l'ancienneté et le sentiment de difficulté : ainsi, 63 % de ceux qui exercent depuis vingt et un à trente ans trouvent le métier de plus en plus difficile contre 19 % de ceux qui ont moins de cinq ans d'ancienneté. La satisfaction face au métier et le sentiment qu'il est difficile sont également liés. Ainsi, 30 % de ceux qui trouvent le métier moins difficile sont très satisfaits *(voir le tableau).*

Bilan de l'expérience professionnelle et difficulté d'exercer le métier (en %)

Aujourd'hui, si vous deviez faire le bilan de votre expérience professionnelle d'enseignant, vous diriez-vous :	Diriez-vous que depuis cinq ans l'exercice du métier a été pour vous :			Moyenne
	plus difficile	stable	moins difficile	
très satisfait	18	**27**	**30**	23
assez satisfait	67	67	64	67
assez peu satisfait	**14**	6	6	10
pas du tout satisfait	1	-	-	-
Ensemble	100	100	100	100

Source : interrogation de 1 200 enseignants du premier degré en 2005.
Lecture : 30 % des enseignants qui trouvent le métier moins difficile sont très satisfaits.

Le contact avec les enfants, valeur refuge du métier

Devant la vision volontiers médiatisée, voire déformée, de la difficulté des publics et contextes scolaires, les enseignants affirment avec une conviction encore plus nette qu'en 2004, à quel point *« le contact avec les enfants »* constitue la première source de satisfaction du métier : à 84 % contre 69 % en 2004, sur la base de trois choix, et 58 % en premier choix contre 37 % en 2004.

Ce résultat reste vrai quels que soient l'ancienneté et la formation des enseignants. Il varie quelque peu suivant le type d'école, un peu plus affirmé en maternelle (64 %) qu'en élémentaire (56 %), et reste plus prononcé chez les femmes (61 %) que chez les hommes (46 %) qui avancent davantage *« la transmission des savoirs »* comme source de satisfaction.

Un sentiment de malaise un peu moins affirmé qu'en 2004

Le sentiment d'un malaise enseignant perdure en 2005, mais évolue dans le même sens que celui de la difficulté du métier. Interrogés sur le sentiment *« qu'un malaise enseignant véhiculé par la presse ou les médias existe réellement »*, un peu moins de neuf enseignants sur dix partagent cette idée, contre neuf sur dix en 2004.

En revanche, à la question *« vous sentez-vous personnellement concernés par ce malaise »*, seulement 54 % des enseignants répondent par l'affirmative en 2005 contre 63 % en 2004. Les enseignants de moins de 32 ans se sentent moins concernés (38 %) que les 41-48 ans (65 %), et les enseignants de ZEP un peu moins que les autres (48 % contre 54 %). Comme pour la satisfaction, il est difficile de savoir si cette évolution annonce un changement durable de tendance.

Encore plus fortement qu'en 2004, les principales causes de ce sentiment de malaise seraient, sur la base du cumul de trois choix, *« la non-prise en compte des difficultés concrètes du métier »* (72 % contre 68 % en 2004). Les enseignants de ZEP la ressentent plus fortement que les autres (77 %) alors que le sentiment d'une *« dégradation de l'image des enseignants dans la société »* les atteint moins (52 %) que ceux de hors ZEP (60 %), à la fois, sans doute, à cause d'un sentiment d'utilité plus fort mais aussi de l'enthousiasme de leur âge et en dépit d'une augmentation du sentiment général d'une dégradation en 2005 (59 % contre 50 % en 2004). Le *« sentiment d'impuissance face à l'idéal de réussite de tous »* est stable par rapport à 2004 et éprouvé indépendamment du contexte de zones ou non prioritaires.

Les directeurs d'école sans décharge invoquent plus souvent que leurs collègues *« la dégradation de l'image des enseignants »* (27 %) et *« l'accumulation de tâches administratives »* (26 %) comme sources du malaise, alors que les directeurs avec décharge désignent surtout *« la non-prise en compte des difficultés concrètes »* (45 %) avant la dégradation de l'image (26 %).

Pour atténuer ce sentiment de malaise, des pistes sont choisies par les enseignants : tout d'abord, les *« formations orientées vers la pratique quotidienne du métier »* (39 %) et *« qui leur feraient prendre une seconde respiration par rapport à la classe »* (32 %) et aussi le souhait qu'existe une véritable communauté éducative soudée et ouverte au dialogue avec *« un plus grand soutien des parents »* (38 %) , un plus grand soutien de l'inspecteur (26 %), des lieux de parole (25 %) et un travail en équipe plus important avec les collègues (24 %).

Un peu plus de un enseignant sur deux s'adapte facilement au niveau de ses élèves

Dans les enquêtes précédentes, les enseignants citaient *« l'adaptation au niveau des élèves et des classes »* comme principale difficulté rencontrée au cours de leur année scolaire (54 % en 2000 sur la base de trois réponses).

Interrogés en 2005 sur cette adaptation, 54 % des enseignants affirment qu'elle est plutôt facile, voire très facile pour 29 %. Les enseignants les plus à l'aise ont moins de cinq ans ou plus de vingt ans d'ancienneté. Aux âges intermédiaires, près d'un enseignant sur deux éprouve des difficultés à s'adapter au niveau des élèves.

Les classes déclarées comme les plus délicates sont le CP, le CE1, le CM2 et les classes d'initiation, soit les classes de fin d'apprentissages fondamentaux où sont privilégiés la lecture, la production d'écrits et le calcul, et la dernière année du cycle des approfondissements (CM2) qui demande la maîtrise des compétences essentielles et aussi l'appropriation des méthodes de travail nécessaires en sixième.

Hétérogénéité des milieux socioculturels et des acquis scolaires, sources de difficultés pour les enseignants

Pour les enseignants, trois raisons expliquent ces difficultés d'adaptation.

Tout d'abord, *« l'hétérogénéité des acquis scolaires des élèves »* (pour 66 %), celle *« des milieux socioculturels des élèves »*

(50 %) et « *le manque d'investissement des élèves* » (35 %).

Cette hiérarchisation varie, suivant la classe ou le niveau d'enseignement. Ainsi, en maternelle, c'est plutôt l'hétérogénéité des milieux socioculturels qui est avancée (65 % en petite section, 68 % en moyenne) accréditant l'idée que la préscolarisation pourrait servir à les gommer. Pour les enseignants de grande section de maternelle et de quasiment toutes les classes de l'école élémentaire, c'est *« l'hétérogénéité des acquis scolaires »* (68 % en grande section, 76 % en CE1) qui est d'abord avancée.

De façon parallèle, *« le manque d'investissement des élèves »* est pointé du doigt en école élémentaire en CM2 (47 %) ainsi que *« le manque de maîtrise des notions de base »* en CM1 (29 %), en CM2 (37 %).

Pour les jeunes enseignants, les acquis scolaires hétérogènes sont la cause principale de leurs difficultés d'adaptation au niveau des élèves (79 % pour les moins de cinq ans d'ancienneté). Pour les enseignants en fin de carrière (trente et un à trente-cinq ans d'ancienneté), l'hétérogénéité des milieux socioculturels compte autant que celle des acquis scolaires (respectivement 56 % et 54 %) ainsi que le manque d'investissement des élèves (40 %).

Vocation contre formation, une idée encore répandue chez les jeunes

Une écrasante majorité d'enseignants en difficulté accréditent l'affirmation que *« les conditions de transmission du savoir évoluant et les publics aussi, il leur faut évoluer dans leurs pratiques »* et que *« comme dans n'importe quel métier, quand on débute, la formation initiale ne peut pas préparer à toutes les situations »* (95 %). Ils sont cependant partagés sur l'idée que *« leurs difficultés d'adaptation aux élèves auraient été moindres s'ils avaient été mieux formés »*. Les enseignants âgés de plus de 49 ans sont près de deux fois moins nombreux (35 %) que leurs collègues âgés de 32 à 40 ans (73 %) à être d'accord avec cette affirmation ou même que leurs collègues jeunes (moins de 32 ans, 62 %).

Les enseignants, davantage les jeunes (87 %) que les plus âgés (79 %), admettent que *« transmettre son savoir et avoir de l'autorité, ça s'apprend »*, L'idée que la « vocation » remplacerait toute formation reste cependant répandue, plus particulièrement chez les jeunes (70 %) et les femmes un peu plus que les hommes (57 contre 49 %).

À leurs yeux, la formation pourrait pallier certains problèmes

Parmi les difficultés quotidiennes des enseignants, se trouvent la gestion *« de l'hétérogénéité de niveau des élèves de leur classe »* (pour plus d'un enseignant sur deux mais surtout 64 % des jeunes contre 27 % des plus de 35 ans), devant *« la difficulté à les intéresser »*, qui concerne seulement quatre jeunes enseignants sur dix mais cinq sur dix entre cinq et vingt ans d'ancienneté, et la difficulté ressentie à *« canaliser l'attention de leurs élèves »* (pour 44 %, ressentie davantage en milieu et fin de carrière par des enseignants peut-être un peu lassés de recentrer l'attention volatile de certains élèves (29 % pour ceux qui ont moins de cinq ans d'ancienneté et 48 % à partir de dix ans d'ancienneté).

À leurs yeux, la formation initiale ou continue pouvait les aider dans la gestion de l'hétérogénéité de niveau (68 %) et des conflits dans la classe (62 %).

Quand il s'agit de capter *« l'attention de leurs élèves »* ou en *« intéresser certains »*, ils sont plus partagés ; moins d'un sur deux pense que la formation pourrait être utile.

Un peu plus d'un sur deux recommanderait son métier

La recommandation du métier n'échappe pas à ce regain d'optimisme constaté dans l'enquête 2005 puisque, en moyenne, 56 % (contre 51 % en 2004) recommanderaient leur métier à leurs enfants ou proches, légèrement plus à une fille (57 %) qu'à un garçon (54 %).

Parmi eux, une minorité avoue ne pas avoir toujours pensé ainsi mais se sent prête à recommander le métier (6 %), tandis que 50 % le recommanderaient et ont toujours pensé ainsi.

À l'opposé, 41 % affirment qu'ils ne recommanderaient pas le métier. 16 % ont même perdu toute confiance dans le métier au point de ne plus vouloir le conseiller alors qu'ils l'auraient fait par le passé et 25 % affirment ne jamais avoir eu l'intention de le recommander. Cette tendance tend à augmenter avec l'ancienneté : les enseignants ayant moins de cinq ans d'ancienneté seraient 79 % à recommander leur métier à un garçon et 74 % à une fille alors que les enseignants ayant entre 26 à 30 ans d'ancienneté ne seraient plus respectivement que 34 % et 36 %.

Nadine Esquieu, DEP B5

Source

Depuis 1991, la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) conduit des enquêtes auprès de panels ou d'échantillons d'enseignants afin de mieux comprendre leur rapport au métier.

En 2004, les enquêtes réalisées auprès des enseignants des premier et second degrés portaient sur leurs conditions d'exercice, leur appréhension du métier et la vision de leur fin de carrière. En septembre-octobre 2005, l'interrogation d'un échantillon de 1 200 enseignants du premier degré constitué par la DEP, représentatif au niveau national par âge, type d'école et taille de l'école, a permis de recueillir principalement leurs opinions tant sur la formation initiale que sur la formation continue.

L'interrogation a été faite par la société JCA-Développement sur la base de 94 questions fermées. Le redressement de l'échantillon interrogé a été effectué en respectant la structure par strate fournie.

ministère éducation nationale enseignement supérieur recherche
direction de l'évaluation et de la prospective (dep)
Liberté • Égalité • Fraternité République Française

Directeur de la publication
Daniel Vitry
Rédactrice en chef
Francine Le Neveu

Maquette : DEP-BED
Impression : Ovation
Service vente
DEP, bureau de l'édition
61-65 rue Dutot – 75732 Paris Cedex 15

Abonnement annuel
aux Notes de la DEP
France : **45 euros**
Étranger : **48 euros**
ISSN 1286-9392